

Trois croyances de la droite et leurs répercussions sur les femmes canadiennes



Photo : Stéphane Najman

Christine Lemaire

auteure et conférencière,
membre de la collective
féministe chrétienne
L'autre Parole.

La droite est patiente et rigoureuse. Ses actions s'appuient sur un système de valeurs et des croyances spécifiques. Les tenants de la droite ne se trouvent probablement pas sexistes et, pour le prouver, ils fourniront une liste de femmes dont la force et la compétence leur ont fait gravir les mêmes échelons que les hommes.

Le but de cet article est d'analyser trois croyances fondamentales de la droite, de telle sorte que nous puissions comprendre – et admirer? – la rigueur, la cohérence et la puissance des actions de celle-ci sur les structures politiques et sociales de l'Amérique du Nord. Et voir que ces croyances jouent en défaveur de la majorité des femmes canadiennes.

Première croyance:

« LA SOCIÉTÉ, ÇA N'EXISTE PAS ! »

C'est du moins ce qu'a lancé Margaret Thatcher¹ au cours de son mandat comme première ministre de la Grande-Bretagne, dans les années 1980. Elle s'inspirait de la pensée d'un économiste conservateur, Friedrich von Hayek (1899-1992). Pour ce dernier, la société n'est qu'un rassemblement d'individus qui ont pour but de sauvegarder leurs intérêts personnels. Dans ce contexte, l'État est un compromis entre des personnes qui acceptent de réduire leur liberté individuelle afin que les autres n'aient pas la liberté de leur nuire. Ainsi, le rôle de l'État est d'interdire, mais jamais de promouvoir.

Cette croyance est lourde de conséquences. Ainsi, il n'existe pas de structure sociale favorable ou injuste, pas de facteurs collectifs pouvant expliquer une problématique donnée. Le succès et la réussite ne peuvent venir que des individus. Si certaines personnes sont pauvres, elles n'ont qu'à s'en prendre à elles-mêmes. Pour les partisans de la droite néo-libérale, le travail paie toujours et tout le monde n'a jamais que ce qu'il mérite.

Certains - appelés ultra conservateurs ou, chez les Américains, neo-cons - font un pas de plus en insinuant que les inégalités sont tout à fait normales et que, si certains groupes sont moins favorisés que d'autres, ce n'est pas parce qu'ils font partie d'une minorité ou d'une classe sociale, mais simplement parce qu'ils ne disposent pas du talent et de la volonté nécessaires pour tirer leur épingle du jeu. Ils expliquent ce phénomène par des caractéristiques génétiques ou raciales. On comprendra qu'une telle vision du monde puisse susciter le mépris.

S'il n'existe pas de structure sociale produisant systématiquement de la discrimination envers les femmes, il n'y a donc pas lieu de changer la situation actuelle. C'est à chaque femme de faire la preuve de sa compétence et de sa valeur et celles qui ont la force de caractère pour le faire récolteront autant de bénéfices que les hommes. L'État n'a rien à voir là-dedans et toute volonté de promouvoir ou de discriminer positivement les femmes crée de l'injustice envers les hommes.

Par exemple, en retirant aux femmes de la fonction publique le droit de porter plainte à la Commission des droits de la personne² pour cause d'iniquité salariale et en laissant retomber ce combat dans l'arène syndicale, le gouvernement Harper a retiré à l'État son rôle de promotion de l'équité entre les femmes et les hommes. Dans la même veine, Harper a mis fin à l'aide financière pour la recherche sur les aspects sociaux conduisant à la discrimination. Encore une fois, il n'existe pas, pour lui, de tels aspects sociaux.

Deuxième croyance: SEUL LE LIBRE MARCHÉ EST PORTEUR DE JUSTICE SOCIALE

«Seule la bonne santé du marché peut relancer l'économie et combattre la pauvreté et le chômage.»³ Pour la droite, la «justice» étant de donner à chacun ce qu'il mérite en fonction de son travail et de ses talents, toute redistribution de la richesse est injuste. Si on cessait de leur retirer leurs «surplus» par les impôts, les riches les réinvestiraient dans le marché et créeraient ainsi des emplois pour tous et toutes.

Christian Nadeau affirme: «Pour les conservateurs, la justice distributive n'est pas le meilleur outil pour lutter contre les iniquités. Au contraire, elle en serait la source.»⁴ Il ajoute: «Pour lui (Harper), l'assurance-emploi est une approche socialiste et donc condamnable.»⁵ À court terme, la réduction de l'État ou l'élimination de l'État-Providence serait peut-être difficile, mais, forcés de se sortir seuls de l'impasse où l'aide étatique les maintenait, les pauvres n'auraient d'autre choix que de retourner sur le marché du travail et ainsi accéder par leurs propres moyens à la prospérité. Quand on sait que les femmes constituent encore la moitié la

plus pauvre de la population, on comprend à quel point ces idées sont dangereuses pour elles.

Troisième croyance: LA MORALE DOIT ÊTRE RÉTABLIE

Dans le cas du gouvernement Harper, le retrait de l'État se fait dans les secteurs qu'il déprécie ou pour des causes auxquelles il est hostile. Car il adhère à une troisième croyance, cette fois-ci typiquement conservatrice et associée à la pensée d'extrême droite *neo-cons*⁶ américaine. L'ouverture du Canada en matière de liberté individuelle, de protection des minorités, de libre expression, de relations internationales, a donné lieu à des dérives. La situation a assez duré. Il est plus que temps de remettre le pays sur le bon chemin... qu'eux seuls connaissent.

Afin de remettre les pendules à l'heure et pour longtemps, Harper nomme des juges qui partagent sa vision sur les enjeux qui le préoccupent. Pour ces juges, il ne s'agit plus d'une simple opération de relations publiques, comme au temps des libéraux: ils sont nommés en fonction de leur position en matière de morale. Les conservateurs sont très préoccupés par la «morale du corps» qui, si on en juge selon la situation des femmes à l'époque où celle-ci dominait, leur était rarement favorable. On ne s'étonnera pas que la place et les acquis des femmes s'en trouvent fragilisés, notamment sur toutes les questions qui ont trait à la contraception.

En matière d'aide internationale, l'apport du gouvernement canadien se fait dorénavant sur des questions qu'il juge en droite ligne avec ses valeurs. L'aide apportée dans certaines causes telles que la santé des femmes s'arrête donc là où les questions de contraception et d'avortement commencent.

La conclusion de Christian Nadeau est formelle: «Stephen Harper n'est pas seulement le premier ministre du Canada: il est aussi le principal représentant (et probablement l'un des acteurs les plus influents) d'un vaste mouvement visant à démanteler une à une les valeurs progressistes qui ont eu préséance au cours des quarante dernières années et à leur substituer les valeurs d'une nouvelle droite conservatrice.»⁷

Conclusion

Il n'est pas étonnant que plusieurs livres traitant de la montée de la droite, tant aux États-Unis qu'au Canada, soient écrits par des femmes. Ces dernières ne peuvent que s'inquiéter de la présence des tenants de cette idéologie dans les lieux de pouvoir. Elles ont beaucoup à perdre. Dans tous les domaines de leur vie, leurs acquis sont remis en question par une série de mesures qui, bien qu'elles puissent sembler ponctuelles, vont toutes dans la même direction: une société où ceux qui sont déjà forts le resteront et où tous les groupes vulnérables n'auront plus qu'à compter sur leurs maigres ressources pour améliorer leur sort. Une société où une vision particulière du bien, partagée par quelques-uns, prendra le pas sur le consensus social de la recherche de l'équité.

1. George. *op. cit.*, p. 32.

2. Projet de loi C-10 adopté en 2008. Nadeau, *op. cit.*, p. 118-119.

3. Nadeau, p. 114

4. Nadeau, p. 103.

5. *Ibid.*, p. 114.

6. Aux États-Unis, le terme *neo-cons* désigne la branche d'extrême droite. (George. *op. cit.* p. 40) Les anciens conservateurs étaient réfractaires à l'intervention des États-Unis sur la scène internationale et prônaient le protectionnisme économique.

7. Nadeau, p. 13